

9.1.18 L'économie cubaine fait marche arrière

Après la libéralisation, Raül Castro bride désormais le secteur privé, pesant sur la croissance d'une île très affectée par les ouragans.

La Havane

À Cuba, le capitalisme commence toujours dans les garages. Yaimara ne déroge pas à la règle. Elle a installé dans sa petite maison de Santo Suarez, dans la périphérie de La Havane, un cabinet de manucure. Les Cubaines, coquettes en diable, dépensent entre 20 et 40 pesos cubanos (0,75 euro-1,50 euros) pour arborer des ongles manucurés aux couleurs bariolées. Yaimara gagne ainsi en une seule journée des centaines de pesos, autant que le salaire mensuel d'un ingénieur du secteur public ! Au fond de son garage, elle a disposé une petite imprimante. « Je fais aussi des photocopies et je vends des Telenovelas (feuilletons latino-américains) et des films d'amour aux habitants du quartier pour les mettre sur leurs clés USB », explique la jeune patronne.

Face aux 4 millions de Cubains qui travaillent pour l'État, ils sont aujourd'hui 556 000 travailleurs indépendants (cuentapropistas) comme Yaimara, des petits patrons aux fortunes diverses : vendeurs ambulants, horlogers, réparateurs de téléphones portables...

Virage capitaliste

Depuis 2010, date de l'ouverture par Raül Castro d'un capitalisme à la cubaine, tout allait pour le mieux. Mais l'an dernier, les petits patrons sont devenus les bêtes noires du régime. Tout a commencé au printemps lorsque les chauffeurs de taxis collectifs (les boteros) ont commencé à manifester pour avoir le droit d'augmenter le tarif de leurs courses. « Nous sommes des cuentapropistas et le gouvernement veut se mêler de nos affaires », se lamente Yunion, botero havanais. À la suite de ces manifestations et des demandes d'émancipation économique des cuentapropistas de tout acabit, le régime s'est durci comme jamais, a envoyé la police et révoqué des centaines de licences de taxis. Par la suite, la suspension de l'octroi de licences s'est étendue à presque tous les secteurs du privé.

Le virage capitaliste initié par Raül Castro qui a contribué à relancer l'économie, mais aussi à l'émergence de libertés, peut-être trop dérangeantes pour le pouvoir, a vécu. Au risque de mener l'économie cubaine plus près du précipice. Les autorités ont peu à peu pris des mesures contre-productives. Selon les annonces officielles, la croissance de l'économie cubaine devrait atteindre 1,6 % en 2017.

Il n'y a plus rien à manger.

Des chiffres qui ne reflètent pas le quotidien des Cubains. Les étals des magasins de nourriture sont vides. « Il n'y a plus rien à manger. Les œufs étaient jusqu'ici notre nourriture de base, mais l'ouragan Irma a détruit les poulaillers. Pour notre commerce, c'est une catastrophe », se lamente Pedro, propriétaire d'un paladar (restaurant privé) à La Havane. Rien ne va plus. La faute aux terribles dégâts causés par Irma, estimés à 13 milliards de dollars, au renforcement de l'embargo des États-Unis voulu par Donald Trump

qui pèse sur le tourisme et les investissements, mais aussi à l'effondrement économique du Venezuela, le pays frère fournisseur de pétrole à prix cassé.

Pas plus d'une entreprise

Jusqu'à ce nouveau coup de théâtre. En ce début de 2018, les cuentapropistas n'ont plus le droit de posséder deux entreprises. Ils vont devoir choisir entre l'une ou l'autre et fermer boutique. Tel Roberto, propriétaire d'un paladar et d'une casa particular (appartement loué aux touristes). « J'ai investi des milliers de pesos dans mon paladar que je vais devoir fermer », confie-t-il, résigné. À Cuba, tout est arbitraire et rien n'est figé.

Ainsi en est-il de Raúl Castro. Après avoir annoncé depuis plusieurs années qu'il quittera le pouvoir le 24 février prochain, il a décidé de jouer les prolongations jusqu'au 21 avril, alimentant les spéculations dans la population. Beaucoup estiment qu'il pourrait ne jamais céder le pouvoir. Le frère de Fidel Castro a invoqué les dégâts causés par Irma pour reporter son départ. Mais à Cuba, nul ne sait si le pays se réveillera avec un nouveau président le 21 avril.

Ce reportage réalisé par Hector **Lemieux** a été publié dans l'édition du Figaro du 8 janvier 2018.